

BUREAUX: Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing:
Trois mois... 12 f.
Six mois... 22
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT: J. BOUQUET

Le Nord de la France:
Trois mois... 13 f.
Six mois... 26
Un an... 52

ANNONCES: 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES: 25 centimes.
— Contrats à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 14 NOVEMBRE 1870

Voir les dernières nouvelles à la troisième page

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix).

Florence, 13 novembre 1870

On assure que M. de Beust refuse de se joindre à l'Angleterre et à l'Italie qui proposent un congrès. Ce refus est motivé par l'improbabilité de l'acceptation de la Prusse.

Tours, 11 novembre.

Le chemin de fer est rétabli entre Orléans et Vierzon, et le sera bientôt entre Orléans et Tours.

Le général Pallières a occupé Chevilly, au nord d'Orléans. — On dit que les Prussiens se retirent dans la direction d'Etampes et de Chartres.

Deux officiers anglais, un colonel et un lieutenant-colonel sont arrivés ici, envoyés par leur gouvernement pour suivre les opérations militaires en France: l'un est parti de suite pour l'armée de la Loire, l'autre pour Chagny. D'après les nouvelles de Besançon, du 8, le quartier-général prussien est à Savenans; 40,000 Allemands sont revenus à Vesoul; une autre colonne ennemie a quitté Montbozon pour Rioz.

Delle, 11 novembre.

Un engagement a eu lieu hier entre 3,000 Prussiens et les troupes françaises entre Montbéliard et la frontière suisse; les Allemands auraient occupé Beaucourt et Etampes.

On dit que Garibaldi marche sur Bel-fort avec son corps d'armée.

Berlin, samedi 12 novembre.

Versailles, 11 novembre.

Officiel. — Le général von der Tann, n'a pas signalé de marche en avant de l'ennemi pendant la journée du 11.

Verdun, vendredi, 11 novembre.

La capitulation de Verdun nous avons fait prisonniers deux généraux, onze officiers d'état-major, 150 officiers et environ 4,000 soldats.

De plus nous avons trouvé 136 pièces d'artillerie de divers calibres, environ 23,000 fusils et de grands approvisionnements de matériel de guerre.

Tours, 12 novembre.

Officiel. — Un engagement a eu lieu hier, près de Dreux, entre les franc-tireurs et douze cuirassiers prussiens. Ceux-ci ont été tous tués ou faits prisonniers.

Arlon, 11 novembre.

Six mille Prussiens marchent sur Montmédy; ils sont arrivés jusqu'à Jarnetz, à quelques kilomètres seulement de la ville.

Florence, vendredi 11 novembre.

2 heures 40, après-midi.

Hier un banquet a été donné, à Milan, par la Société patriotique.

Le ministre des affaires étrangères a parlé longuement sur la question romaine et il a dit que le ministère avait suivi le programme national sanctionné par les Parlements.

En transportant la capitale à Rome, nous devons sauvegarder toutes les libertés et spécialement la liberté religieuse.

La nouvelle Chambre établira les nouveaux rapports qui doivent exister entre le pays et la papauté à Rome.

Il existe deux partis: l'un a vu avec déplaisir la modération du gouvernement italien, laquelle lui a été tout prétexte pour faire croire que l'indépendance spirituelle du Pape avait été méconnue.

L'autre parti, qui est considérable, comprend les avantages de la conciliation et les dangers de l'antagonisme, mais il doute de l'efficacité de nos promesses.

Quant à l'Europe, elle observe si l'Italie saura accomplir et maintenir ses promesses et nous laisse à notre responsabilité.

Si l'Europe voit que l'indépendance, la sûreté et la dignité du Pape sont respectées par nous, elle continuera à nous être favorable.

Le ministre fait en conséquence ressortir les avantages de la modération et de valides garanties vis-à-vis de la papauté, et il constate la nécessité de réformes administratives. (Applaudissements.)

Tours, 13 novembre.

M. Schneider a vendu le Creuzot à une compagnie américaine.

Les drapeaux de l'union flottent sur tout l'établissement.

Saarbrücken, 12 novembre.

Des avis de Versailles, du 3, annoncent que le prince Frédéric-Charles a été aussi nommé feld-maréchal russe. Contre toute attente Paris se tient tranquille.

La garnison fait journellement de grands exercices dans la plaine devant le Mont-Valérien.

D'après des communications de transfugiés on se prépare à une grande sortie. Le temps est froid mais sain.

L'état sanitaire de l'armée est proportionnellement plus favorable qu'en temps de paix.

On annonce l'arrivée de Louis Blanc à Ostende.

Beaucoup de familles françaises se réfugient à Tournai.

L'individu accusé d'avoir proféré des menaces de mort contre le prince impérial a été condamné à six mois de prison.

L'un des chefs militaires de la garnison de Lille a reçu hier soir une dépêche dont le contenu a causé la plus vive émotion. Cette dépêche annonçait que les chasseurs à pieds de la garde faits prisonniers à Metz ont pendant une étape, battu et dispersé leur escorte prussienne ressaisi des armes, réarmés provisoirement leurs cadres, et qu'ils se sont jetés dans les Vosges où ils sont actuellement à peu près en sécurité. On conçoit quel effet la présence de ce corps d'élite peut exercer sur les montagnards à demi soulevés des Vosges.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS.

Le journal l'Electeur libre, et d'autres journaux de Paris récemment parvenus à Tours, publient des articles tout à fait erronés sur l'emprunt de la défense nationale. L'investissement ne leur a sans doute pas permis d'être mieux renseignés. Les journaux supposent que cet emprunt a été contracté en rentes, qu'il a été sans raison suffisante, et alors que les ressources acquises permettaient de subvenir aux besoins de la défense nationale. Il n'en est rien. L'impérieuse nécessité de l'emprunt a été vérifiée avec soin et constatée par le Conseil des finances, composé des principaux fonctionnaires des finances et du sous-gouverneur de la banque de France. Le même conseil en a déterminé l'émission sous forme d'obligations, et les conditions probables, avec l'approbation du gouvernement de la défense nationale. C'est dans ces termes que l'emprunt a été conclu par le gouvernement, à des conditions moins onéreuses que celles supposées. MM. Laurier et de Germigny ont rempli leur mission à la pleine satisfaction du gouvernement et du conseil des finances. Le procès-verbal de ce conseil, en date du 8 novembre dernier, porte la mention suivante: « Le conseil reconnaît que, dans l'accomplissement de leur mission, MM. Laurier et de Germigny ont agi au mieux des intérêts du trésor, et qu'ils ont réalisé, dans des conditions » avantageuses, les ressources qui faisaient défaut pour assurer la marche » des services. »

Bulletin officiel.

La Russie s'approprierait-elle à sortir du recueillement qu'elle n'a cessé d'observer depuis 1856 et voudrait-elle reculer, à son tour, les fruits de son entente avec la Prusse?

On pourrait le supposer en présence de la nouvelle que le prince Gortschakoff vient d'adresser aux puissances

signataires du traité de Paris une circulaire demandant la révision de diverses dispositions de ce traité international.

Il n'est pas impossible, d'autre part, que l'initiative soudaine mais non inattendue que prend ainsi le chancelier russe soit une voie détournée pour arriver à un congrès.

Malgré le vif désir que nous avons de voir la diplomatie substituer son action à celle du canon, nous devons toutefois ajouter que l'attitude très-hautaine que vient de prendre M. de Bismark vis-à-vis de l'Autriche ne vient pas précisément à l'appui de l'opinion qui prétend voir un symptôme pacifique dans la circulaire russe.

C'est la dépêche du 13 octobre par laquelle M. de Bismark répondit à la circulaire de M. de Bismark relative aux conséquences funestes d'une reddition de Paris par suite de la famine, c'est cette dépêche, disons nous, dont lecture fut seulement donnée le 20, à Berlin, à MM. de Thile et de Schweinitz après la remise de celle de lord Granville, qui a servi de prétexte à la colère de M. de Bismark. Que cette colère soit simulée ou véritable, voilà ce que nous n'avons pas à examiner.

Toujours est-il que l'on parle d'une note très-sèche adressée par le chancelier de la Confédération du Nord allemand à l'Autriche pour lui déclarer qu'elle a mauvaise grâce à vouloir intervenir en qualité de puissance médiatrice après avoir ostensiblement armé aux dépens de la présente guerre.

Les hostilités diplomatiques, on le voit, sont plutôt activées que suspendues par la guerre.

(Etoile belge.)

Un essai Impérial de Justification

Un écrit a été publié à l'étranger sous ce titre: Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan, par un officier de l'état-major général. Le contenu de cet écrit est mieux désigné par ce titre: Des causes qui ont amené les désastres de 1870 jusqu'à la capitulation de Sedan.

L'officier d'état-major qui figure en tête de la brochure n'est qu'un voile derrière lequel nous apparaît l'homme déchu dont nous ne voudrions plus prononcer le nom. Cet homme de malheur a des loisirs à Cassel; il reprend la plume de l'ancien prisonnier de Ham pour entreprendre de prouver qu'il n'est pour rien dans les désastres de la France, et que les vrais coupables sont les chambres et les journaux. Or, les chambres du second empire ont été, pendant dix-huit ans l'instrument docile de toutes les volontés du pouvoir, et les journaux, pendant seize ans, ont subi le baillon.

La brochure dénonce un troisième coupable, c'est la France.

Il nous semble voir encore M. de Gramont apportant à la tribune le fameux casus belli, au milieu du corps législatif stupéfait, et quand personne dans le pays n'y songeait; nous n'avons pas oublié que le refus de se tenir pour satisfait dans les conditions conseillées par la Russie fit dire à toute l'Europe: « Le gouvernement impérial veut donc la guerre. »

Nous nous souvenons des ardeurs bellicieuses de la presse particulièrement soutenue par les fonds secrets et des manifestations de police contre la Prusse. Il y a une rare audace et un manque total de grandeur morale à venir dire: « Ce n'est pas moi, c'est la France, » lorsque la France, sans être consultée, se trouvait déjà liée par le casus belli, et lorsque soi-même on a tout fait pour exciter l'opinion. Cette façon de porter le poids des revers se caractérise tristement d'elle-même.

Si nous entrons dans les détails, cet écrit ne nous paraît pas adroit. Comment! vous saviez que la Prusse pouvait mettre sur pied en peu de temps 900,000 hommes, et que vous n'en aviez que 300,000 à mettre en ligne devant l'ennemi, et vous lui avez déclaré la guerre! Pour compenser cette infériorité numérique, des mouvements rapides étaient nécessaires, et vous ne vous étiez pas assuré d'avance de la possibilité et des moyens de concentration!

Vous commaisiez ce que vous appelez « les vices de notre organisation militaire, » et pendant dix-huit ans, vous n'avez rien fait pour y remédier!

Vous regrettez « le peu d'initiative » laissé aux généraux commandant les départements et aux intendants, et pendant dix-huit ans, vous avez souffert que, pour la plus petite chose, il fallût un ordre de Paris!

Vous déplorez « la routine administrative, » et vous la laissez faire.

Vous nous dites « qu'aucune mesure préparatoire n'avait été prise à l'effet de mettre en ligne des armées. » Vous ne vous en doutez donc pas quand vous avez menacé la Prusse de votre épée! à la date du 28 juillet, « aucun corps » d'armée n'était complètement muni « des accessoires exigés pour rester en campagne. »

On ne saurait imaginer plus d'incurie; de tels aveux ne sont pas justificatifs, mais accusateurs.

Lorsqu'on se rappelle les milliards votés par les chambres pour le ministère de la guerre durant l'espace de dix-huit ans, on s'étonne que l'on puisse venir lui reprocher un refus de concours, on s'étonne surtout que de si grands sacrifices aient abouti au néant. C'est ici que des mystères qui n'en sont plus aujourd'hui s'offriraient à nos investigations: nous laissons à d'autres le soin de soulever de tristes voiles qui nous montreraient quelque chose de plus condamnable encore que l'incapacité.

L'auteur de l'écrit que nous jugeons était monté au sommet du pouvoir par l'armée et s'était maintenu par elle: la loi de l'expiation a voulu qu'il tombât par l'armée. Depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au mois de juillet 1870, il n'a eu pour l'armée que des soins et des discours adulateurs. Il épuisait en sa faveur toutes les formes de l'admiration. Vaincu, il traite l'armée en des termes qu'il faut mettre en lumière. Il signale « le manque de discipline, le défaut d'ordre, le laisser-aller de la tenue, la bizarrerie, l'absence de l'amour du devoir » et de l'abnégation; il nous montre « le fantassin français devenu plus lourd » que le fantassin allemand, et nos « officiers et nos soldats n'étant plus fiers de porter l'uniforme. » Mais ces choses là existaient sans doute avant la capitulation de Sedan: vous ne les signalez pas alors, vous les dénoncez aujourd'hui. Et qui donc a formé cette armée, qui d'après vous-même, réfléchit toujours l'état de la société? ne sont-ce pas vos lois, votre politique, vos exemples? cette armée que vous peignez sous des traits pareils n'est-elle pas votre propre ouvrage, et n'avez-vous pas ainsi préparé nos malheurs avant de les consommer par vos fautes et votre impéritie?

L'écrit du réfugié de Cassel sera mis à profit par l'histoire, d'abord parce qu'il achève de peindre l'homme, ensuite qu'il renferme des détails importants. Les réflexions se presseront dans l'esprit de quiconque le lira attentivement. Il est une chose dont on sera frappé, une chose qui se sent, c'est la froideur du langage des maux si grands de notre France causés par la volonté de l'homme qui parle, c'est l'absence d'émotion douloureuse et qui laisse trop voir que cet âme n'est pas en deuil.

(Union.)

POUJOLAT.

Courrier de Tours

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Tours, 12 novembre.

La délivrance d'Orléans par l'armée de la Loire, cause une immense satisfaction: c'est, depuis le commencement de la guerre, le premier avantage sérieux remporté par nos soldats. Mais cette victoire, dont nous ne voulons pas exagérer la portée matérielle, a pour nous une valeur morale qu'il faut bien faire ressortir.

Nous n'avons jamais voulu nous faire l'écho des bruits que l'on faisait courir sur les dispositions de l'armée de la Loire, sur les déficiences de son organisation, sur la situation respective des officiers et des soldats. Aujourd'hui, nous sommes heureux de constater que les faits donnent un éclatant démenti à ces rumeurs, et les Prussiens se sont aperçus que l'armée de la Loire existait ailleurs que sur le papier. L'affaire leur aurait même coûté très-cher; mais nous voulons attendre des renseignements of-

ficiels avant de croire que les Allemands ont perdu 10,000 hommes dans ces deux journées.

Il va donc être révélé à la France qu'il existe à moins de trente lieues de Paris une armée française qui a déjà reçu le baptême du feu, qui est munie d'une bonne artillerie, bien approvisionnée, soumise à la discipline, et qui se sent appuyée par des réserves.

Il sera révélé par les détails de l'action que l'infanterie prussienne ne tient pas devant la nôtre, et que quand les Français se battent à forces égales, ils ont toujours pour eux la victoire. Voilà qui va relever bien des courages abattus. Encore une fois, c'est une petite victoire, mais elle doit avoir de grandes conséquences, et nous nous sentons le cœur soulagé d'un poids énorme.

Nous espérons bien que la nouvelle va en parvenir à Paris, et que la capitale saura, avant peu de temps, si même elle ne le sait déjà, qu'elle n'est plus seule à combattre. Ce sera pour elle un énergique stimulant. Les Prussiens ont profité de la durée des négociations récentes, non-seulement pour faire venir de nouvelles troupes, mais surtout pour établir, le plus près possible des murs, des batteries casematées garnies d'une artillerie formidable. Mais, Paris ne ressemble à aucune ville du monde, et nos ennemis pourraient bien, d'ici à quelques jours, en faire la dure expérience. Ils n'osent pas attaquer le lion en face, ils veulent le prendre par la famine. Ceux qui ont vu Paris dans ses jours de colère ou d'enthousiasme, n'ont jamais désespéré; nous n'en dirons pas davantage, et nous devons taire nos espérances.

Nous n'avons encore aucune communication officielle sur l'effet produit à l'étranger par l'insuccès des négociations relatives à l'armistice; on nous assure cependant que des notes diplomatiques ont déjà été envoyées par les chancelleries des puissances qui avaient appuyé la proposition d'armistice, et l'on ajoute qu'elles se montrent très-sévères pour la conduite de la Prusse. Malheureusement ce ne sont que des protestations diplomatiques, ayant assurément pour l'Europe une haute valeur morale, mais le nul effet auprès de la Prusse qui pour le moment a supprimé la morale du code politique et militaire.

De nouvelles scènes de désordre se sont produites à Toulouse, où M. Duportal continue d'occuper la Préfecture. Nous ne voulons pas faire de récriminations; nous nous contenterons de poser cette simple question: est-il vrai que M. Duportal ait prononcé en public ces paroles: « Je serai le capitaine de la guerre civile; mais l'heure des vengeances n'est pas encore arrivée. » Si cela a été dit, nous affirmons que le Gouvernement assume auprès de tous les honnêtes gens une terrible responsabilité, en laissant une portion quelconque de pouvoir à un homme capable de proclamer de pareils sentiments.

Quelques journaux d'opposition persistent à annoncer que M. Clément Laurier a négocié l'emprunt français à 42, quand la rente est à 54; nous supplions le Gouvernement de démentir une telle calomnie, qui s'attaque en même temps à l'honneur et au crédit de la France.

CH. CAROT.

Victoire d'Orléans.

ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRAL D'AURELLES DE PALADINES A L'ARMÉE DE LA LOIRE.

Officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de la Loire.

La journée d'hier a été heureuse pour nos armes;

Toutes les positions ont été enlevées avec vigueur.

Le gouvernement, informé par moi de votre conduite, me charge de vous adresser ses remerciements; je le fais avec bonheur.

Au milieu de nos malheurs, la France a les yeux sur vous. Elle compte sur votre courage. Faisons tous nos efforts pour que cet espoir ne soit pas trompé.

Au quartier général, ce 10 novembre 1870.

Le général commandant, D'AURELLES DE PALADINES.

La Gazette de France donne sur les journées du 9 et du 10 novembre les renseignements suivants:

« L'armée française formait une ligne qui s'étendait de Vendôme à Beaugency; une première affaire a eu lieu dans la fo-